

La Khoutba Entre discours Religieux et Discours Politique au Cameroun

The Khutbah at the Intersection of Religious and Political Discourse in Cameroon

Dr. FABILOU

Enseignant chercheur à la FSJP de l'Université de Ngaoundéré
Lecturer-Researcher in the Department of Political Science at the University of Ngaoundéré
fablou1@gmail.com
ORCID: 0000-0002-7534-3097

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types: Araştırma Makalesi / *Research Article*
Geliş Tarihi / Received: 17.08.2025
Kabul Tarihi / Accepted: 19.12.2025
Yayın Tarihi / Published: 30.12.2025
Yayın Sezonu / Pub Date Season: Aralık / *December*
Cilt / Volume: 3 • **Sayı / Issue:** 2 • **Sayfa / Pages:** 111-133

Atıf / Cite as

FABILOU. (2025). La Khoutba Entre discours Religieux et Discours Politique au Cameroun.
Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi, 3/2, 111-133

Doi: 10.5281/zenodo.18056995

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright®

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

Résumé: Cette étude analyse la khoutba du vendredi au Cameroun comme objet discursif hybride, à l'intersection du religieux et du politique. Dans un État laïc mais fortement marqué par la religiosité, notamment dans les régions septentrionales à majorité musulmane, la khoutba constitue à la fois un espace de socialisation religieuse et un vecteur potentiel de discours civique et politique. Si sa fonction normative demeure centrale, les mutations sociopolitiques contemporaines amènent certains imams à traiter de thématiques extra-religieuses telles que gouvernance, corruption, élections ou conflits communautaires. L'approche adoptée est interdisciplinaire, combinant analyse critique du discours, sociologie des religions et études islamiques, et s'appuie sur un corpus de khoutbas enregistrées ainsi que sur des entretiens semi-directifs avec imams et fidèles. Les résultats révèlent que la khoutba est progressivement investie comme espace de régulation sociale et de conscientisation, tout en soulignant les tensions liées à la politisation de la parole religieuse et le rôle de l'imam dans l'espace public.

Mots clés: Khoutba, islam, discours religieux, politique, Cameroun

Abstract: This study examines the Friday khoutba in Cameroon as a hybrid discursive phenomenon at the intersection of religion and politics. In a formally secular state but highly influenced by religiosity, particularly in the northern regions with a Muslim majority, the khoutba serves both as a space for religious socialization and a potential medium for civic and political discourse. While its normative religious function remains central, contemporary socio-political transformations lead some imams to address extra-religious topics such as governance, corruption, elections, or community conflicts. The study adopts an interdisciplinary approach, combining critical discourse analysis, sociology of religion, and Islamic studies, based on a corpus of recorded khoutbas and semi-structured interviews with imams and congregants. Findings show that the khoutba increasingly functions as a space for social regulation and awareness-raising, highlighting the tensions related to the politicization of religious speech and the role of the imam in the public sphere.

Keywords: Khoutba, Islam, religious discourse, politics, Cameroon

Introduction

La khoutba, ou sermon du vendredi, occupe une place centrale dans la pratique religieuse musulmane. Il s'agit d'un moment hebdomadaire au cours duquel l'imam, figure d'autorité religieuse, s'adresse à la communauté des fidèles pour transmettre des enseignements spirituels, moraux et parfois sociaux. Structurée en deux parties (rappels coraniques et hadiths, suivis d'exhortations pratiques) la khoutba constitue un rituel normé et codifié (Dhouib, 2008 ; Abu Zayd, 1994). Dans le contexte subsaharien et, plus particulièrement au Cameroun, ce discours rituel prend une signification particulière au regard des enjeux sociaux, politiques et religieux.

Le Cameroun, État officiellement laïc depuis sa Constitution de 1996 (article 1er, République du Cameroun, 1996), demeure fortement marqué par la religiosité. L'islam, pratiqué par 20 à 25 % de la population, est surtout implanté dans les régions septentrionales (Nord, Adamaoua et Extrême-Nord), tout en étant présent dans les centres urbains du Sud (Bouba, 2015 ; Yahya, 2013). Dans ces régions, la khoutba dépasse parfois son rôle strictement religieux pour aborder des thèmes d'intérêt général tels que la gouvernance, la paix sociale, l'éducation, la corruption ou les élections. Elle devient ainsi un espace de communication sociale et un vecteur d'expression civique.

Cette parole rituelle oscille entre deux dimensions: l'exhortation spirituelle, fondée sur les textes sacrés, et l'engagement civique, exprimé par des recommandations sur le comportement social, la responsabilité citoyenne ou le rapport aux autorités (Otayek & Soares, 2009). Cette hybridation du discours, entre religieux et politique, soulève plusieurs questions contemporaines: la neutralité de la parole religieuse dans un État laïc, le rôle des imams dans la sphère publique, et les relations entre sacré et pouvoir.

Dans certains contextes (périodes électorales ou crises sécuritaires, telles que la menace de Boko Haram dans l'Extrême-Nord) la khoutba peut devenir un instrument de mobilisation morale et sociale. Elle invite à la cohésion nationale, au rejet de la violence et à l'acceptation de l'autre, tout en pouvant servir de relais implicite à des messages politiques (Fairclough, 1995 ; Samwini, 2006). L'analyse de la khoutba révèle ainsi une tension entre vocation spirituelle et instrumentalisation politique, questionnant le rôle des leaders religieux dans l'espace public (Habermas, 1981).

Dans un contexte où les canaux de communication sont inégalement répartis et où la parole politique est souvent monopolisée par les élites, la khoutba constitue un espace alternatif de parole et de médiation, parfois critique. Les principales interrogations sont les suivantes: Quels types de discours politiques sont véhiculés dans la khoutba au Cameroun ? Comment les imams articulent-ils les références religieuses et les préoccupations sociopolitiques ? La khoutba constitue-t-elle un espace de résistance, de médiation ou de légitimation politique ? Quelle réception les fidèles accordent-ils à ces dimensions politiques du discours religieux ? La question centrale de cette étude peut se formuler ainsi: dans quelle mesure et selon quelles modalités la khoutba du vendredi au Cameroun articule-t-elle discours religieux et discours politique, et quelles en sont les implications sociocommunautaires ? La khoutba au Cameroun fonctionne comme un espace discursif hybride, oscillant entre exhortation religieuse et commentaire politique. Les imams ajustent leur discours en fonction du contexte sociopolitique, des attentes du public et des directives religieuses ou administratives. Les fidèles perçoivent l'engagement politique dans la khoutba de manière ambivalente, entre guidance morale et politisation implicite.

L'étude s'appuie sur trois approches complémentaires:

La théorie de l'agir communicationnel (Habermas, 1981): distingue l'agir stratégique (orienté vers le succès) et l'agir communicationnel (orienté vers la compréhension mutuelle). La khoutba peut être interprétée comme un espace de co-construction de sens, où le religieux devient un vecteur de débat public implicite.

L'analyse critique du discours (Fairclough, 1995): examine le discours comme pratique sociale, traversée par des rapports de pouvoir et des idéologies. L'ACD permet d'identifier les mécanismes linguistiques et rhétoriques par lesquels le discours religieux peut légitimer ou critiquer implicitement des pratiques de pouvoir.

La sociolinguistique interactionnelle (Goffman, 1974): considère la khoutba comme une performance ritualisée, où l'imam occupe un rôle social et discursif codifié, et où la perception du discours par le public influence sa dimension politique.

Cette recherche qualitative combine analyse du discours et enquête de terrain. Les défis anticipés incluent la méfiance de certains imams, la diversité linguistique (arabe, fulfulde, haoussa) et la traduction rigoureuse des sermons, ainsi que la vigilance nécessaire pour éviter la projection d'intentions non exprimées.

L'étude de la khoutba au Cameroun permet d'explorer un objet discursif hybride, au croisement du religieux et du politique, offrant un aperçu des nouvelles formes d'autorité religieuse et de socialisation politique. Elle contribue à la compréhension de la manière dont les imams participent à la fabrication du lien social et à la construction d'une conscience citoyenne, tout en éclairant les tensions et les dynamiques propres à l'islam contemporain en contexte africain.

Pour analyser la khoutba comme espace discursif à la croisée du religieux et du politique au Cameroun, ce travail s'articule autour de deux grandes parties complémentaires. La première partie, intitulée « La khoutba, entre prescription religieuse et construction d'un discours civique », examine les fondements spirituels, moraux et normatifs du sermon, ainsi que les modalités par lesquelles l'imam véhicule un message de socialisation et de guidance civique auprès des fidèles. La seconde partie, « Entre sacré et pouvoir: les glissements discursifs vers le politique », s'attache à identifier et analyser les déplacements et hybridations du discours religieux vers des enjeux politiques, en explorant les contenus, les stratégies discursives et les perceptions des fidèles face à cette politisation implicite ou explicite. Ce plan permet de mettre en lumière la double fonction de la khoutba: espace de transmission religieuse et vecteur de régulation sociale et politique dans le contexte camerounais.

I. La khoutba, entre prescription religieuse et construction d'un discours civique

Depuis les débuts de l'islam, la *khoutba* du vendredi constitue un moment sacré de communication entre le prédicateur et la communauté des fidèles. Codifiée dans sa forme et fondée sur des références scripturaires canoniques (Coran, Hadiths), elle se présente d'abord comme une exhortation morale et religieuse visant à renforcer la foi, rappeler les obligations du croyant et promouvoir une vie conforme aux enseignements de l'islam (El Yacoubi, 2010, p. 45 ; Abu Zayd, 1994, p. 78). Toutefois, au-delà de sa fonction strictement spirituelle, la *khoutba* a toujours porté en elle une dimension sociale, voire politique, qui s'est accentuée dans les contextes contemporains marqués par la pluralité des crises (morales, économiques, identitaires et institutionnelles) que traversent de nombreuses sociétés musulmanes (Otayek & Soares, 2009, p. 112).

Dans le cas du Cameroun, pays officiellement laïc mais traversé par des dynamiques religieuses puissantes, la *khoutba* devient parfois un espace où se croisent les exigences de la foi et les préoccupations de la cité. Les imams, sans

sortir de leur registre religieux, abordent des sujets touchant à la vie sociale, à la gouvernance, à la citoyenneté et, parfois, à la critique implicite de l'État (Bouba, 2015, p. 93). On assiste ainsi à une hybridation du discours: la prescription religieuse côtoie des formes de mobilisation civique, dans une rhétorique qui s'efforce de concilier spiritualité, cohésion sociale et responsabilité morale (Kane, 2003, p. 57 ; Loimeier, 2012, p. 121).

La première partie de ce travail se propose d'explorer cette double nature de la *khoutba*, à la fois pilier du culte et vecteur de discours civique. Elle s'organise en deux sous-parties complémentaires:

La *khoutba* comme rituel religieux structuré: cette section analysera les fondements religieux et les normes discursives qui organisent la *khoutba*, en insistant sur la structure codifiée du sermon, les références scripturaires mobilisées et la posture d'autorité de l'imam (Dhouib, 2008, p. 63 ; al-Qaradawi, 1998, p. 34).

Le discours religieux comme vecteur de régulation sociale: cette section examinera comment, dans le contexte camerounais, le sermon s'ouvre à des dimensions sociales et citoyennes, en intégrant des enjeux collectifs tels que la paix, l'éducation, la justice et la participation civique, tout en maintenant une logique d'édification morale (Sadek, 2009, p. 102 ; Brenner, 2001, p. 76).

Ainsi, cette partie permet de mettre en lumière le rôle ambivalent de la *khoutba*, à la fois instrument de guidance spirituelle et espace d'expression civique, constituant un observatoire privilégié des interactions entre religion et société dans le contexte camerounais.

A. La *khoutba* comme rituel religieux structuré

La *khoutba* du vendredi, élément central de la prière hebdomadaire musulmane (*salât al-jumu'a*), constitue un rituel religieux profondément structuré, normé et porteur d'une forte charge spirituelle. Elle repose sur une codification à la fois théologique et rhétorique qui en garantit la légitimité et l'efficacité symbolique, tout en assurant sa fonction de guidance morale et sociale pour la communauté des fidèles (El Yacoubi, 2010, p. 45 ; Abu Zayd, 1994, p. 78). Ce rituel, en tant que genre discursif, obéit à des règles formelles strictes: salutation initiale, invocation, exposition des principes spirituels, exhortation morale et clôture par des bénédictions adressées au Prophète et à la communauté (al-Qaradawi, 1998, p. 34). La maîtrise de cette structure permet à l'imam de légitimer son autorité et de produire un discours à la fois ritualisé et intelligible pour son auditoire (Dhouib, 2008, p. 63).

Au-delà de sa dimension strictement formelle, la *khoutba* remplit des fonctions spirituelles et didactiques essentielles. Elle constitue un moment de réflexion morale et d'édification individuelle et collective, orientant le comporte-

ment des fidèles vers la conformité aux préceptes islamiques tout en favorisant la cohésion sociale (Kane, 2003, p. 57 ; Brenner, 2001, p. 76). Cette double fonction (codification structurelle et guidance éthique) confère à la *khoutba* une puissance symbolique qui dépasse le simple cadre liturgique et en fait un vecteur de socialisation religieuse.

Cette première sous-partie se déploie donc autour de deux axes complémentaires :

Règles formelles et structure canonique: il s'agira d'analyser les éléments normatifs qui organisent le sermon, les étapes codifiées de son déroulement, et la manière dont la rhétorique religieuse et les références scripturaires assurent sa légitimité et son efficacité symbolique (Dhouib, 2008, p. 63 ; Abu Zayd, 1994, p. 78).

Fonctions spirituelles et didactiques: cette section explorera comment la *khoutba* guide les fidèles, transmet des valeurs morales et religieuses, et contribue à l'éducation éthique et civique au sein de la communauté, tout en consolidant le lien social et l'autorité religieuse de l'imam (El Yacoubi, 2010, p. 45 ; Sadek, 2009, p. 102).

Ainsi, cette partie permettra de saisir la *khoutba* dans sa dimension normative et spirituelle, en mettant en lumière les mécanismes qui font de ce rituel un instrument à la fois de transmission religieuse et de régulation sociale.

1. Règles formelles et structure canonique

Dans la tradition islamique, la *khoutba* est rigoureusement encadrée par des prescriptions normatives, héritées de la sunna du Prophète Muhammad et codifiées dans la littérature classique sur le prêche (*minhāj al-khutabā'*) (Sadek, 2009, p. 45 ; al-Qaradawi, 1998, p. 34). Elle se compose généralement de deux parties distinctes, séparées par une courte pause, chacune jouant un rôle spécifique dans l'exhortation religieuse et la régulation morale de la communauté. La première partie commence par les louanges à Dieu (*hamd*), la profession de foi (*shahada*), des versets coraniques et des exhortations religieuses, et se conclut par des invocations pour la communauté des croyants. La seconde partie, plus brève, insiste sur les prières pour le Prophète Muhammad, pour les dirigeants musulmans et pour la communauté musulmane dans son ensemble (*umma*) (Sadek, 2009, p. 46 ; Brenner, 2001, p. 78).

Cette structure formelle est indissociable de la légitimité du prédicateur. Tout écart par rapport à ce modèle peut être perçu comme une rupture avec l'orthodoxie, notamment dans les communautés attachées à un islam rigoriste ou traditionaliste. En revanche, dans des contextes sociaux et politiques particuliers (comme certaines régions du nord du Cameroun) cette rigueur codifiée peut être modulée. L'imam adapte alors la *khoutba* aux réalités locales et aux objectifs communicationnels qu'il poursuit, qu'il s'agisse de renforcer la cohésion sociale,

d'éveiller la conscience civique des fidèles ou d'aborder des enjeux collectifs (Otayek & Soares, 2009, p. 102 ; Kane, 2003, p. 59).

Cette flexibilité n'altère pas le caractère sacré du sermon mais révèle l'intelligence pragmatique du discours religieux: l'imam navigue entre la fidélité aux normes scripturaires et la nécessité d'engager la communauté dans des problématiques contemporaines. Elle illustre également la tension inhérente à la *khoutba* entre codification rituelle et adaptation contextuelle, entre sacré et fonction sociale.

Dans cette perspective, l'étude de la structure formelle de la *khoutba* peut être articulée autour de deux axes principaux:

Codification et légitimité rituelle

L'analyse des prescriptions normatives de la *khoutba* s'attache à mettre en lumière l'architecture textuelle et les exigences théologiques qui fondent l'autorité de l'imam et garantissent la conformité du sermon au modèle canonique. Cette investigation inclut l'étude des séquences rituelles (ouverture par les louanges à Dieu (*hamd*), proclamation de la foi (*shahada*), lecture de versets coraniques et de hadiths, exhortations morales et prières pour la communauté) ainsi que la manière dont ces éléments codifiés structurent l'énonciation et légitiment la parole du prédicateur dans le cadre rituel de la prière du vendredi (Sadek, 2009, p. 45 ; al-Qaradawi, 1998, p. 34 ; Abu Zayd, 2017, p. 78).

Cette formalisation ne relève pas seulement d'une conformité rituelle: elle inscrit le sermon dans une continuité normative et symbolique qui assure à la fois la transmission doctrinale et la reconnaissance sociale de l'imam. En contexte africain contemporain, et particulièrement au Cameroun, l'analyse de ces prescriptions permet également de saisir comment l'autorité religieuse est performée, reproduite et parfois modulée pour répondre aux attentes spirituelles, sociales et morales des fidèles (Otayek & Soares, 2009, p. 102 ; Kane, 2003, p. 59). L'examen de ces normes textuelles et théologiques constitue ainsi un outil indispensable pour comprendre la *khoutba* comme acte discursif à la fois sacré, didactique et socialement performant.

Flexibilité et adaptation contextuelle:

Cette section met en lumière la manière dont la *khoutba* peut être modulée par l'imam pour répondre aux réalités locales et aux besoins sociaux de sa communauté, tout en préservant sa légitimité normative et sa charge spirituelle. Les imams adaptent le contenu et la rhétorique du sermon afin d'aborder des problématiques concrètes (éducation, cohésion sociale, paix, prévention de la violence, gouvernance locale) qui préoccupent quotidiennement les fidèles, tout en respectant la structure canonique du discours religieux (Otayek & Soares, 2009, p. 102 ; Kane, 2003, p. 59 ; Dhouib, 2008, p. 67).

Cette modulation, loin d'affaiblir l'autorité de la parole sacrée, renforce au contraire l'efficacité communicationnelle du sermon, en établissant un lien tangible entre les enseignements spirituels et les réalités vécues par la communauté. Elle révèle également le rôle de l'imam comme médiateur moral et social, capable de transformer la *khoutba* en un espace d'éducation civique et de régulation sociale, tout en conservant l'intégrité religieuse du prêche (Sadek, 2009, p. 48 ; Abu Zayd, 2017, p. 81). En ce sens, la *khoutba* apparaît comme un instrument dynamique, combinant guidance spirituelle et engagement social, et illustrant la capacité du discours religieux à dialoguer avec les enjeux contemporains sans compromettre sa vocation normative.

Ainsi, l'étude de la *khoutba* comme rituel religieux révèle une tension permanente entre stabilité formelle et plasticité contextuelle, offrant un prisme d'observation privilégié de l'interaction entre tradition islamique, fonction sociale et régulation morale.

2. Fonctions spirituelles et didactiques

La *khoutba* remplit avant tout une fonction spirituelle essentielle. Elle rappelle aux fidèles les obligations fondamentales de l'islam (prière (*ṣalāt*), aumône obligatoire (*zaka't*), jeûne du Ramadan (*ṣawm*)), mais aussi l'adhésion aux principes éthiques de la foi, tels que le bon comportement, la solidarité, la patience et la soumission à Dieu. Par ce rappel régulier et rituel, la *khoutba* participe activement à la formation morale et spirituelle des membres de la communauté, en offrant des repères concrets pour orienter leur vie quotidienne selon les enseignements islamiques (Sadek, 2009, p. 52 ; Abu Zayd, 2017, p. 89). Elle constitue ainsi un outil central de socialisation religieuse, contribuant à renforcer la cohésion communautaire et l'adhésion aux valeurs partagées.

Parallèlement, la *khoutba* possède une portée didactique non négligeable. Elle sert de vecteur de transmission et de vulgarisation des savoirs religieux, en particulier auprès de populations dont l'accès à l'instruction théologique formelle est limité. Dans ce cadre, l'imam endosse le rôle d'éducateur religieux, traduisant les principes du *fiqh* (jurisprudence islamique), de l'*akhlaq* (éthique musulmane), et parfois des repères historiques et culturels liés à l'islam, dans une langue accessible aux fidèles (Bouba, 2015, p. 74 ; Dhouib, 2008, p. 71). Cette dimension pédagogique s'accompagne souvent de l'emploi de métaphores, d'exemples de la vie quotidienne, ou de récits moraux qui permettent de relier les prescriptions religieuses à des situations concrètes.

Ainsi, la *khoutba* se présente comme un espace ritualisé où le religieux et le pédagogique se rencontrent. Elle combine guidance spirituelle, éducation morale et transmission de connaissances, tout en consolidant l'autorité de l'imam en tant que médiateur entre la tradition religieuse et les réalités sociales contemporaines (Otayek & Soares, 2009, p. 108 ; Kane, 2003, p. 62). Ce rôle éducatif confère

au sermon du vendredi une dimension sociale et civique implicite, préparant le terrain pour les glissements discursifs vers les enjeux collectifs et politiques qui seront explorés dans la seconde partie de cette étude.

B. Le discours religieux comme vecteur de régulation sociale

Au-delà de sa fonction strictement cultuelle, la *khoutba* s'inscrit dans un champ discursif élargi, où le religieux devient un vecteur de socialisation et de régulation collective. Elle participe à la production d'un ordre symbolique et normatif, en façonnant des comportements individuels et collectifs conformes aux valeurs de l'islam, tout en renforçant les liens communautaires (Sadek, 2009, p. 58 ; Otayek & Soares, 2009, p. 112). Le sermon du vendredi ne se limite pas à l'exhortation spirituelle ; il constitue un outil de régulation sociale, offrant des repères moraux pour guider les actions des fidèles et appelant à la cohésion du groupe dans un contexte parfois marqué par des tensions sociales, économiques ou politiques (Kane, 2003, p. 65 ; Bouba, 2015, p. 78).

Cette fonction sociale de la *khoutba* peut être appréhendée à travers deux axes principaux: Normes morales et régulation des comportements: la *khoutba* rappelle et renforce les valeurs éthiques, telles que l'honnêteté, la justice, la solidarité et le respect des règles sociales. Elle agit comme un instrument de guidance, orientant les fidèles vers des pratiques conformes à l'éthique islamique et contribuant ainsi à la discipline morale de la communauté (Dhouib, 2008, p. 73 ; El Yacoubi, 2010, p. 45). Appel à la cohésion sociale et à la paix communautaire: en insistant sur la solidarité, le pardon, la tolérance et la résolution pacifique des conflits, la *khoutba* joue un rôle stabilisateur dans la société. Elle invite les membres de la communauté à coopérer, à surmonter les divisions et à renforcer le lien social, faisant du sermon un espace de médiation implicite et de consolidation de l'ordre collectif (Otayek & Soares, 2009, p. 115 ; Yahya, 2013, p. 92).

Ainsi, la *khoutba* apparaît non seulement comme un acte de piété, mais aussi comme un dispositif de régulation sociale, articulant prescriptions religieuses et impératifs civiques, et préparant le terrain pour les glissements discursifs vers les enjeux politiques, explorés dans la deuxième partie de cette étude.

1. Normes morales et régulation des comportements

Le discours religieux véhiculé par la *khoutba* dépasse largement la sphère individuelle pour devenir un instrument de régulation sociale au sein de la communauté musulmane. À travers ses exhortations, il condamne les comportements jugés déviants (mensonge, corruption, violence, fornication, fraude) et valorise des vertus morales telles que l'honnêteté, la justice, la loyauté, la solidarité et le respect des engagements communautaires (Sadek, 2009, p. 61 ; Otayek & Soares, 2009, p. 118). En cela, la *khoutba* agit comme un mécanisme complémentaire, voire parfois alternatif, aux dispositifs juridiques étatiques, particulièrement

dans les contextes où ces derniers sont perçus comme inefficaces ou fragilisés par la corruption.

Dans le contexte camerounais, marqué par la coexistence de structures étatiques formelles et de systèmes coutumiers ou locaux, la *khoutba* contribue à la pacification des relations sociales et au renforcement du vivre-ensemble. Elle rappelle aux fidèles l'importance du respect des institutions, qu'elles soient politiques, administratives ou coutumières, et encourage l'adhésion à des normes collectives qui garantissent la stabilité et la cohésion communautaire (Kane, 2003, p. 72 ; Bouba, 2015, p. 81).

Plus encore, la *khoutba* joue un rôle préventif dans la gestion des conflits et la promotion de la paix sociale. En insistant sur la tolérance, le dialogue, la réconciliation et le pardon, elle s'affirme comme un espace de médiation symbolique, capable de désamorcer les tensions avant qu'elles ne dégèrent en affrontements communautaires ou intergroupes (Yahya, 2013, p. 95 ; Otayek & Soares, 2009, p. 121).

Ainsi, la *khoutba* incarne une double fonction: elle instruit les fidèles sur leurs devoirs religieux et éthiques, tout en consolidant l'ordre social, le respect des institutions locales et la paix collective. Cette dimension normative et régulatrice met en lumière l'autorité morale de l'imam, qui, par sa parole, participe à la construction d'un espace de vie commun fondé sur des repères religieux, civiques et sociaux, ce qui prépare le terrain pour l'analyse des glissements discursifs vers les enjeux politiques abordés dans la suite de cette étude.

2. Appel à la cohésion sociale et à la paix communautaire

La *khoutba* joue également un rôle central dans la stabilisation sociale, en exhortant à l'unité, à la fraternité islamique (*ukhūwwa*) et au respect mutuel entre membres de la communauté. Face aux divisions ethniques, aux tensions intercommunautaires et aux risques de radicalisation, les imams mobilisent leur tribune pour réaffirmer l'importance de la paix, de la tolérance et du dialogue (Otayek & Soares, 2009, p. 124 ; Kane, 2003, p. 75). En cela, le sermon du vendredi dépasse sa fonction religieuse pour devenir un instrument de médiation et de prévention des conflits, contribuant à la cohésion sociale dans des contextes où les institutions étatiques ou coutumières sont parfois perçues comme insuffisantes.

Dans le contexte camerounais, caractérisé par une grande diversité culturelle et linguistique, ainsi que par des tensions identitaires récurrentes, cette dimension pacificatrice est particulièrement significative. L'islam camerounais, majoritairement enraciné dans une tradition soufie modérée, valorise la paix sociale, la loyauté envers les autorités légitimes et le respect des normes collectives

(Bouba, 2015, p. 89 ; Yahya, 2013, p. 102). La *khoutba* devient alors un espace de régulation implicite où la spiritualité est étroitement liée à l'éthique civique: elle appelle à la stabilité, à la solidarité communautaire et au respect des institutions politiques et coutumières, tout en renforçant la conscience morale et sociale des fidèles.

Ainsi, par son discours structuré et rituel, la *khoutba* contribue à la construction d'un ordre social fondé sur des repères religieux et civiques. Elle illustre comment l'imam, en conciliant exhortation spirituelle et appel au civisme, devient un acteur de paix et de cohésion, capable d'influencer positivement les comportements individuels et collectifs au sein de la communauté musulmane camerounaise (Sadek, 2009, p. 67 ; Otayek & Soares, 2009, p. 128). Cette fonction pacificatrice prépare le terrain pour l'analyse suivante, qui portera sur les glissements discursifs vers les enjeux politiques et l'hybridation du sermon religieux.

L'analyse précédente a montré que la *khoutba* occupe une place essentielle dans la régulation morale et la cohésion communautaire, en articulant les valeurs spirituelles aux impératifs sociaux. Cependant, dans le contexte camerounais contemporain, cette fonction dépasse souvent la simple exhortation religieuse pour investir un espace discursif où se rencontrent foi, citoyenneté et pouvoir. La *khoutba* devient alors un vecteur de médiation symbolique entre le religieux et le politique, traduisant la manière dont les imams, en tant qu'autorités morales, participent à la configuration du discours public.

Les sermons récents observés dans différentes mosquées du Cameroun illustrent cette évolution. Qu'il s'agisse de la *khoutba* prononcée à la mosquée Al Arqam de Douala, centrée sur « La justice et la vérité, piliers d'une paix durable », ou de celle du 7 novembre 2025 intitulée « Le Messenger de la miséricorde au temps des insultes », diffusée sous l'égide du Conseil supérieur des affaires islamiques du Cameroun, le prêche religieux tend à s'ouvrir sur des thématiques civiques: la justice sociale, la gouvernance, la cohésion nationale, le respect des lois républicaines et la lutte contre la corruption. Ces thèmes, bien qu'ancrés dans la morale islamique, relèvent d'une pédagogie civique implicite qui fait de la *khoutba* un espace d'éducation citoyenne et de légitimation symbolique de l'ordre social (Otayek & Soares, 2009, p. 130 ; Villalón, 2011, p. 54).

Ce déplacement du discours vers des questions de gouvernance et de paix traduit ce que Norman Fairclough (1995, p. 37) appelle la dimension idéologique du discours: la capacité de la parole religieuse à naturaliser certaines représentations sociales et à orienter les comportements collectifs. En empruntant aux registres du civisme, de la justice ou de la responsabilité, la *khoutba* ne se contente plus d'édifier spirituellement ; elle régule les rapports entre l'autorité religieuse, la communauté et l'État. Cette hybridation discursive révèle un processus de po-

litisation indirecte, où le message religieux devient support d'un commentaire moral sur la gouvernance et le vivre-ensemble (Kane, 2003, p. 68 ; Madore, 2019, p. 112).

Dans cette perspective, l'approche critique du discours (ACD) de Fairclough permet de saisir les logiques de pouvoir et d'autorité qui traversent le champ religieux. Les choix lexicaux, les thématiques récurrentes (justice, paix, vérité, réforme) et les stratégies rhétoriques employées par les imams traduisent une mise en discours de la morale publique, au service de la stabilité nationale. Ces prêches construisent un langage de la responsabilité et du consensus, où la référence au Coran et à la Sunna se conjugue à une rhétorique civique valorisant la paix et la loyauté institutionnelle.

L'éclairage de Jürgen Habermas (1981) sur la théorie de l'agir communicationnel permet d'aller plus loin. Selon lui, l'espace public moderne se constitue à travers la délibération rationnelle et la recherche du consensus. Dans le cas camerounais, la mosquée devient, par la *khoutba*, un espace de communication publique où les imams mobilisent le registre religieux pour susciter une compréhension partagée du bien commun. Ce faisant, ils investissent un rôle de médiateurs sociaux, traduisant les tensions de la société dans un langage moral accessible à tous. Le discours religieux se fait alors agir communicationnel: il vise la compréhension, mais produit simultanément des effets normatifs et politiques (Habermas, 1981, p. 285).

Enfin, la lecture interactionnelle de Goffman (1974) éclaire la *khoutba* comme une mise en scène sociale où l'imam joue un rôle codifié devant un auditoire réceptif. À travers la ritualisation du prêche, la posture, la voix et les appels à l'émotion, l'orateur façonne une représentation de l'autorité religieuse à la fois spirituelle et civique. L'interaction entre le prédicateur et les fidèles crée un cadre interprétatif partagé, où la parole religieuse peut être perçue comme une parole politique implicite, surtout lorsque le contexte national est marqué par la contestation, la précarité ou la méfiance envers les institutions (Goffman, 1974, p. 23 ; Brenner, 2001, p. 146).

Ainsi, les *khoutbas* camerounaises contemporaines témoignent d'un double mouvement: d'un côté, elles renforcent la moralité collective et la paix sociale ; de l'autre, elles deviennent des espaces de négociation symbolique entre le religieux et le politique. Cette ambivalence, loin d'être une déviation, illustre la plasticité du discours islamique face aux défis modernes de la citoyenneté, de la gouvernance et de la coexistence pacifique.

C'est à l'examen de cette dynamique (celle des glissements discursifs du sacré vers le politique) que s'attache la deuxième partie de cette étude.

II. Entre sacré et pouvoir: les glissements discursifs vers le politique

Si la *khoutba* du vendredi demeure, dans son essence, un acte liturgique inscrit dans le registre du sacré, elle n'en est pas moins traversée, dans de nombreux contextes contemporains, par des préoccupations profanes et des enjeux de pouvoir. L'espace sacré de la mosquée devient alors un lieu de parole plurielle, où le spirituel s'articule à des thématiques civiques et sociales, sans pour autant se départir de sa légitimité religieuse (Fairclough, 1995, p. 42 ; Habermas, 1981, p. 285).

Au Cameroun, ce glissement s'observe avec acuité dans un contexte sociopolitique marqué par une gouvernance centralisée, des tensions régionales persistantes et un sentiment diffus de marginalisation dans certaines zones à majorité musulmane (Bouba, 2015, p. 88; Madore, 2019, p. 114). Dans les régions septentrionales notamment, la *khoutba* apparaît comme un espace d'expression implicite du malaise collectif: les imams y formulent des critiques voilées, des exhortations à la justice et des appels à la responsabilité, tout en s'inscrivant dans le cadre normatif du discours religieux (Otayek & Soares, 2009, p. 128 ; Yahya, 2013, p. 97).

Ce déplacement du religieux vers le politique s'opère selon des modalités discursives subtiles: les prédicateurs mobilisent le langage sacré pour aborder des problématiques profanes — la gouvernance, la corruption, la paix sociale, la sécurité ou encore la responsabilité des dirigeants. À travers cette rhétorique prudente, la *khoutba* devient un instrument d'éducation civique, voire un canal de contestation symbolique, qui critique sans frontalité et revendique sans transgression (Kane, 2003, p. 76 ; Villalón, 2011, p. 59).

Ce phénomène révèle une série de tensions constitutives de la parole imamique: entre loyauté religieuse et responsabilité citoyenne, entre neutralité politique et engagement moral, entre autorité spirituelle et pouvoir temporel. Dans une société où la communication politique demeure fortement encadrée, la *khoutba* peut ainsi fonctionner comme un espace public alternatif (un « contre-lieu » du débat social) où s'élaborent des formes de délibération éthique et communautaire (Habermas, 1981, p. 287 ; Goffman, 1974, p. 32).

C'est dans cette perspective que s'inscrit la deuxième partie de ce travail, consacrée à l'exploration des glissements discursifs qui transforment la *khoutba* en instrument de régulation politique et morale. Deux axes structureront cette analyse: Modalités d'appropriation du politique dans les *khoutbas*: il s'agira d'examiner les procédés discursifs, rhétoriques et interactionnels par lesquels les imams introduisent des thématiques politiques dans leurs sermons, tout en préservant le cadre sacré et la légitimité religieuse de leur parole. Perceptions et controverses autour de l'engagement des imams: cette section analysera la

réception de ces discours par les fidèles et les autorités, en interrogeant les représentations sociales de la neutralité religieuse, les accusations de politisation du culte et les débats sur la place du religieux dans la sphère publique.

A. Modalités d'appropriation du politique dans les khoutbas

La *khoutba*, en tant que prêche codifié du vendredi, est par essence un acte liturgique destiné à la guidance spirituelle et morale des fidèles. Structurée autour de la glorification divine, de l'exhortation éthique et de la prière communautaire, elle vise à rappeler les obligations religieuses, à renforcer la foi et à promouvoir une conduite conforme à la morale islamique (al-Qaradawi, 1998, p. 47 ; Sadek, 2009, p. 63). Toutefois, dans les contextes africains contemporains, marqués par des tensions sociales, des crises politiques récurrentes et des déficits de gouvernance, la *khoutba* s'impose de plus en plus comme un espace discursif hybride où le religieux rencontre le politique (Otayek & Soares, 2009, p. 130 ; Villalón, 2011, p. 55).

Cette appropriation du politique par les leaders religieux ne s'opère pas nécessairement dans la contestation explicite du pouvoir, mais plutôt à travers un langage métaphorique, symbolique et moral. Les imams, en se positionnant comme guides spirituels et gardiens de la justice, investissent leur parole d'une autorité morale susceptible d'interpeller les gouvernants et d'éveiller les consciences civiques (Kane, 2003, p. 71 ; Madore, 2019, p. 112). Dans le cas du Cameroun, où la parole politique demeure étroitement surveillée et où les canaux d'expression citoyenne sont parfois limités, la *khoutba* devient un lieu stratégique de médiation sociale, de rappel éthique et, parfois, de contestation voilée (Bouba, 2015, p. 90 ; Yahya, 2013, p. 105).

L'actualité religieuse et politique récente illustre bien ce phénomène. Les sermons du vendredi observés à Ngaoundéré, Garoua ou Douala entre 2023 et 2025 abordent, sous couvert de références coraniques, des thèmes tels que la justice, la corruption, la loyauté institutionnelle, ou encore la responsabilité morale des dirigeants autant de questions au cœur du débat civique camerounais. L'imam y adopte une posture de « porte-voix de la morale publique », dans une logique de ce que Fairclough (1995, p. 39) qualifie de *discours à visée transformationnelle*: une parole religieuse investie d'une fonction critique et éducative à l'égard du politique.

Dans cette optique, la *khoutba* devient un médium d'expression politique voilée, surtout perceptible lors des périodes électorales ou des crises nationales, moments où le tissu social est fragilisé et où la population recherche des repères éthiques et spirituels. Les imams s'y expriment avec prudence, mobilisant les notions de justice (*ʿadl*), de responsabilité (*amāna*), ou encore de paix (*salām*), qui fonctionnent comme des signifiants flottants, porteurs d'un double sens moral et politique (Fairclough, 2001, p. 64 ; Habermas, 1981, p. 289).

C'est autour de cette dialectique entre guidance spirituelle et engagement civique que s'articulent les analyses suivantes, réparties en deux axes: La khoutba en période électorale: mobilisation civique ou orientation partisane ? Cette section examinera la manière dont les imams participent, explicitement ou implicitement, à la mobilisation des fidèles lors des élections, à travers des discours sur le vote, la justice et la responsabilité collective. Prêches en temps de crise: discours de pacification ou critique sociale codée ? Cette seconde section analysera les stratégies discursives utilisées par les imams pour commenter, dénoncer ou apaiser les tensions sociales et politiques, tout en préservant l'équilibre entre loyauté religieuse et lucidité critique.

1. La khoutba en période électorale: mobilisation civique ou orientation partisane ?

Dans certaines mosquées camerounaises, notamment en milieu urbain (Yaoundé, Douala, Maroua, Garoua) ou dans les régions septentrionales à forte densité musulmane, les *khoutbas* prononcées à l'approche des élections présidentielles, législatives ou municipales prennent une coloration civique particulière. Les imams y insistent sur la responsabilité citoyenne, la participation au vote, la préservation de la paix et la vigilance face aux manipulations politiques. À travers des versets coraniques et des hadiths relatifs à la justice (*'adl*), à la consultation (*shûrâ*) et à la probité morale, ces sermons réinvestissent le registre religieux pour légitimer un discours sur la citoyenneté active et la paix sociale (Otayek & Soares, 2009, p. 132 ; Bouba, 2015, p. 93).

Ce positionnement civique est souvent présenté comme une contribution à l'édification démocratique. Les imams rappellent aux fidèles que « le vote est un devoir moral » ou que « l'indifférence est une forme de trahison vis-à-vis de la communauté », reformulant ainsi des principes politiques dans un langage théologique. Dans cette perspective, la *khoutba* fonctionne comme un espace de moralisation du comportement politique, visant à encadrer la participation citoyenne dans les limites de la paix et de la loyauté institutionnelle (Kane, 2003, p. 78 ; Fairclough, 1995, p. 41). Elle promeut un *civisme religieux* qui met l'accent sur la stabilité et la responsabilité collective, dans un contexte où la défiance envers les institutions demeure forte.

Pendant, au-delà de cet appel général à la paix et à la responsabilité, certaines *khoutbas* laissent transparaître des orientations plus implicites. En s'appuyant sur des allusions coraniques à la justice et à la droiture, ou en évoquant la nécessité de « choisir les dirigeants qui craignent Dieu », certains prêcheurs adressent des messages codés qui peuvent être interprétés comme des prises de position partisans (Madore, 2019, p. 115 ; Yahya, 2013, p. 106). Dans d'autres cas, le sermon prend la forme d'une critique morale du pouvoir, déplorant la corrup-

tion, la négligence des pauvres ou le mépris des promesses électorales, tout en se retranchant derrière le discours religieux pour éviter la confrontation directe.

Comme l'observe Brenner (2001, p. 149), dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, la *khoutba* est devenue un espace où se négocient subtilement les allégeances et les résistances, l'imam jouant un rôle de médiateur entre la communauté et l'État. Ce modèle s'applique également au Cameroun, où le prêcheur s'efforce de concilier loyauté religieuse et lucidité citoyenne. Le discours de la mosquée s'imprègne alors d'une tension constante: maintenir la neutralité sacrée tout en exprimant, sous des formes voilées, les attentes d'une société en quête de justice, d'équité et de reconnaissance politique (Villalón, 2011, p. 62 ; Habermas, 1981, p. 291).

Ainsi, la *khoutba* électorale illustre parfaitement ce que Norman Fairclough (2001, p. 67) appelle la politicisation du discours moral: une translation du religieux vers le civique, où la rhétorique de la foi devient une pédagogie de la responsabilité collective. En articulant les valeurs islamiques à la citoyenneté moderne, les imams camerounais s'érigent en acteurs du vivre-ensemble, tout en demeurant au cœur d'un équilibre délicat entre exhortation spirituelle et interpellation politique.

2. Prêches en temps de crise: discours de pacification ou critique sociale codée

Lors des crises sécuritaires, telles que les attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, les conflits intercommunautaires dans les régions septentrionales ou encore les catastrophes naturelles (inondations, pénuries, épidémies), la *khoutba* du vendredi se charge d'un contenu plus engagé, traversé par une forte dimension sociale et morale. Dans ces contextes de fragilisation collective, les imams mobilisent le registre religieux pour répondre à la détresse communautaire: ils invoquent la patience (*ṣabr*), la solidarité (*ta'āwun*) et la confiance en Dieu (*tawakkul*), tout en soulignant la nécessité de la justice, de la responsabilité et du devoir d'assistance mutuelle (Bouba, 2015, p. 94 ; Yahya, 2013, p. 109).

Mais au-delà de cette rhétorique consolatrice, la *khoutba* devient aussi un outil de rappel éthique adressé aux détenteurs du pouvoir. Par des références scripturaires subtiles (aux « injustes » (*ẓālimūn*), aux « responsables négligents » ou aux « dirigeants qui oublient leur mission ») les imams interpellent les gouvernants sans les nommer, traduisant une forme de résistance morale indirecte (Otayek & Soares, 2009, p. 136 ; Brenner, 2001, p. 151). Ce double mouvement (exhortation à la résilience et interpellation éthique) confère à la *khoutba* une dimension de médiation sociale: elle apaise sans se taire, et critique sans rompre le cadre de la loyauté religieuse.

Selon l'approche critique du discours développée par Norman Fairclough (1995, p. 54), ce phénomène relève d'un processus d'interdiscursivité, où plusieurs régimes de discours (religieux, civique, politique) s'entrecroisent dans un même énoncé. Dans la *khoutba* camerounaise contemporaine, le langage sacré absorbe ainsi des éléments du discours politique tout en préservant son autorité symbolique. Ce que Fairclough appelle la *mixité discursive* permet de maintenir une double crédibilité: religieuse auprès des fidèles, et civique auprès de la société globale. Les expressions prudentes du type « ceux qui nous dirigent », « ceux à qui Dieu a confié le pouvoir » ou « ceux qui ont oublié la justice » constituent des stratégies d'évitement et de dénonciation euphémisée qui contournent la censure tout en adressant un message clair (Fairclough, 2001, p. 67 ; Madore, 2019, p. 118).

Ces procédés discursifs rappellent que, même en contexte de forte surveillance étatique, la *khoutba* demeure un lieu de production de sens politique, où s'élaborent des formes de critique morale et d'engagement communautaire. Comme le souligne Mandaville (2020, p. 42), « le discours religieux dans les sociétés musulmanes contemporaines n'est pas seulement un espace de piété, mais un lieu de négociation de la légitimité ». Cette légitimité, au Cameroun, repose sur l'équilibre entre fidélité au message spirituel et prise en compte des réalités sociales: les imams, tout en appelant à la paix et à la patience, traduisent la souffrance collective et la responsabilité partagée face aux défaillances du système.

Ainsi, les *khoutbas* en période de crise ne se limitent pas à une exhortation spirituelle ; elles deviennent des discours de pacification critique, où la foi s'articule à la citoyenneté. En s'adressant simultanément à Dieu, aux fidèles et aux gouvernants, le prédicateur redéfinit la fonction du religieux comme conscience morale de la société, une voix qui ne conteste pas le pouvoir, mais le rappelle sans complaisance à sa mission éthique et sociale (Villalón, 2011, p. 64 ; Habermas, 1981, p. 293).

B. Perceptions et controverses autour de l'engagement des imams

Si certains imams au Cameroun assument aujourd'hui un rôle civique affirmé à travers leurs *khoutbas*, cette posture ne fait pas l'unanimité et demeure source de vifs débats au sein des communautés musulmanes. En effet, la réception du discours religieux à contenu politique varie sensiblement selon les sensibilités idéologiques, les générations et les contextes socio-économiques. Pour une partie des fidèles, la *khoutba* à tonalité civique constitue une extension légitime de la mission morale de l'imam, perçue comme un rappel éthique à la justice sociale, à la responsabilité collective et à la rectitude des gouvernants (Bouba, 2015, p. 118 ; Yahya, 2013, p. 97). Mais pour d'autres, elle représente une dérive préoccupante, où le religieux risque d'être instrumentalisé à des fins partisans ou de perdre sa neutralité spirituelle (Villalón, 2011, p. 64 ; Loimeier, 2012, p. 211).

Cette polarisation est particulièrement marquée dans les milieux urbains, où les fidèles, plus exposés aux discours médiatiques et aux luttes symboliques, se montrent à la fois exigeants envers leurs imams et soupçonneux de toute prise de position publique. Certains estiment que le rôle du prêcheur doit se limiter à la guidance morale et spirituelle, tandis que d'autres revendiquent un islam socialement engagé, capable d'interpeller le pouvoir et de contribuer au bien commun (Kane, 2003, p. 132 ; Madore, 2019, p. 125). Ces divergences renvoient à une tension plus large entre neutralité religieuse et responsabilité citoyenne, au cœur des recompositions du champ islamique contemporain au Cameroun.

Dans ce cadre, la troisième section de cette étude s'attache à comprendre les perceptions sociales et les controverses suscitées par ces glissements discursifs à travers une double approche. Le premier point, intitulé « Données d'entretien: entre attentes morales et soupçons d'instrumentalisation », analysera les résultats des enquêtes menées auprès des imams et des fidèles afin d'identifier les motivations, les attentes et les critiques relatives à l'engagement civique du discours religieux. Le second point, « Entre neutralité religieuse et responsabilité citoyenne », examinera les dilemmes éthiques et institutionnels auxquels les imams sont confrontés lorsqu'ils cherchent à concilier leur fonction spirituelle avec les impératifs de la vie publique.

1. Données d'entretien: entre attentes morales et soupçons d'instrumentalisation

Les entretiens menés auprès de fidèles dans plusieurs mosquées de Garoua et de Ngaoundéré révèlent une ambivalence profonde dans la perception du discours politico-religieux véhiculé à travers la *khoutba*. Cette ambivalence traduit la coexistence de deux attentes contradictoires: d'une part, la demande d'un islam socialement engagé ; d'autre part, la crainte d'une instrumentalisation politique de la parole sacrée.

Une partie significative des fidèles, notamment parmi les adultes et les cadres communautaires, valorise la parole critique des imams face aux injustices sociales, à la corruption ou au chômage des jeunes. Ces interlocuteurs considèrent que la religion ne saurait se limiter à la sphère spirituelle, mais qu'elle doit contribuer à corriger les dérives morales et politiques de la société. Comme l'exprime un fidèle de Garoua: « *Si l'imam ne dit rien quand les gens souffrent ou quand les dirigeants trahissent la justice, alors à quoi sert la parole du vendredi ?* » Cette position rejoint l'idée défendue par Otayek et Soares (2009, p. 103) selon laquelle, en Afrique de l'Ouest, les leaders religieux constituent des « entrepreneurs moraux » capables de formuler un discours normatif sur le bien commun lorsque l'État perd en légitimité. Dans cette perspective, le silence religieux face aux maux sociaux est perçu comme une forme de complicité passive (Kane, 2003, p. 89 ; Villalón, 2011, p. 61).

Cependant, cette reconnaissance du rôle civique de la *khoutba* s'accompagne d'une méfiance croissante, particulièrement exprimée par les jeunes générations et les fidèles issus des milieux urbains. Plusieurs enquêtés à Ngaoundéré dénoncent un glissement dangereux vers la politisation du discours religieux, où certains imams seraient instrumentalisés par des partis politiques ou influencés par des élites locales. Pour eux, la mosquée doit rester un espace neutre, non soumis aux rivalités partisans. Comme le note Madore (2019, p. 117), la crédibilité du discours religieux en Afrique contemporaine repose sur sa capacité à se maintenir à distance du pouvoir, tout en restant moralement exigeant vis-à-vis de lui.

Cette suspicion d'instrumentalisation s'intensifie en période électorale, lorsque les prêches du vendredi intègrent des allusions implicites à la «bonne gouvernance», à la «justice» ou au «choix éclairé» du dirigeant. Dans les propos recueillis, certains fidèles évoquent même des «khoutbas orientées», perçues comme des relais de communication politique déguisée. Ce constat rejoint les analyses de Loimeier (2012, p. 208) et Diaw (2020, p. 133), qui observent dans plusieurs pays sahéliens une «captation du religieux par le politique», où le sermon devient un instrument de légitimation, mais aussi, parfois, un espace de résistance symbolique.

Cette tension révèle la fragilité des équilibres discursifs au sein du champ religieux camerounais: l'imam, porteur d'une autorité morale reconnue, se trouve pris entre deux exigences contradictoires (celle de l'impartialité religieuse et celle de la responsabilité sociale). En cela, la *khoutba* fonctionne comme un miroir des fractures sociales et générationnelles, mais aussi comme un baromètre de la confiance entre les élites religieuses et leurs communautés (Bouba, 2015, p. 124 ; Yahya, 2013, p. 101).

2. Entre neutralité religieuse et responsabilité citoyenne

Ces controverses mettent en lumière une tension structurelle au cœur de la fonction imamique: celle qui oppose la figure du gardien du sacré, dépositaire de la parole divine et garant de la cohésion spirituelle, à celle du guide moral engagé, interpellant la société et les gouvernants sur les dérives du temps présent. Cette dualité traverse la quasi-totalité des sociétés musulmanes contemporaines, mais elle prend une résonance particulière dans des contextes comme celui du Cameroun, où les institutions politiques peinent à remplir leurs fonctions sociales et où la parole religieuse tend à pallier les déficits de gouvernance (Bouba, 2015, p. 119 ; Madore, 2019, p. 122).

Pour une partie des croyants, l'imam doit demeurer au-dessus des contingences politiques. Le sanctuaire, espace sacré par excellence, doit rester un lieu d'unité, non de division. Selon cette vision, toute incursion du religieux dans les affaires publiques risquerait de fracturer la communauté (*umma*), de

susciter la suspicion ou d'altérer la pureté du message spirituel (Villalón, 2011, p. 67). Plusieurs fidèles rencontrés à Ngaoundéré affirment ainsi que « la mosquée n'est pas un meeting », estimant que l'imam, en s'exprimant sur les sujets politiques, compromet sa neutralité morale et la crédibilité de son autorité. Cette posture rejoint la conception classique du rôle religieux telle que formulée par al-Qaradawi (1998, p. 48), pour qui l'imam est avant tout un pédagogue du cœur et de la foi, non un acteur des luttes temporelles.

À l'inverse, une frange de plus en plus visible de fidèles, notamment parmi les jeunes et les intellectuels musulmans, revendique un islam de la responsabilité. Pour eux, le silence face à l'injustice sociale ou à la corruption est une trahison du message prophétique. Cette lecture, nourrie par des courants réformistes et humanistes de l'islam contemporain, conçoit l'imam comme un médiateur moral entre le texte sacré et la réalité sociale. Comme l'affirme un étudiant interrogé à Garoua: « *Le Prophète lui-même parlait aux puissants quand il fallait rappeler la justice ; pourquoi nos imams se tairaient-ils ?* » Ce type de positionnement rejoint les analyses de Kane (2003, p. 144) et Otayek & Soares (2009, p. 132), pour qui les leaders religieux africains incarnent aujourd'hui des « autorités morales supplétives », investies d'une mission de veille éthique dans des États souvent fragiles ou délégitimés.

Cette dialectique entre neutralité et engagement transforme la *khoutba* en un espace discursif disputé, au croisement des attentes spirituelles et des aspirations sociales. Le sermon du vendredi devient ainsi un lieu de négociation symbolique, où s'articulent la recherche de légitimité religieuse et l'expression de revendications civiques. Dans la perspective habermassienne, on pourrait dire que la mosquée se fait micro-espace public (Habermas, 1981, p. 289), où la communauté délibère sur les enjeux du bien commun à travers le filtre du langage religieux.

Mais cette extension du discours sacré vers le politique n'est pas sans risques: elle expose l'imam à des pressions contradictoires (institutionnelles, communautaires et étatiques) et reconfigure la frontière entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Comme l'observe Goffman (1974, p. 41), toute interaction publique suppose un « cadre de mise en scène »: l'imam, par sa posture, son lexique et ses silences, compose avec plusieurs publics à la fois, cherchant à préserver la face religieuse tout en répondant aux attentes sociales.

En définitive, cette tension entre la neutralité du sanctuaire et l'impératif moral d'agir face à l'injustice révèle le paradoxe du religieux en contexte postcolonial: plus l'État se retire ou se discrédite, plus le champ du religieux devient un lieu de suppléance, de critique et de recomposition du lien civique (Diaw, 2020, p. 137 ; Loimeier, 2012, p. 210).

Conclusion

L'étude de la *khoutba* au Cameroun met en lumière une dynamique discursive complexe, à la croisée de la sacralité rituelle, des normes religieuses et des prises de position sociales et politiques. D'abord conçue comme un acte liturgique codifié destiné à l'édification morale et spirituelle des fidèles, la *khoutba* s'impose de plus en plus comme une tribune civique où se mêlent exhortation spirituelle et interpellation sociale. Cette transformation, subtile mais profonde, révèle la capacité d'adaptation du discours religieux aux réalités sociohistoriques, aux crises de gouvernance et aux attentes d'une société en quête de repères éthiques (Bouba, 2015, p. 117 ; Madore, 2019, p. 128).

L'analyse menée à travers le corpus de sermons, les entretiens et l'observation participante a permis d'identifier plusieurs formes de cette hybridation discursive: des appels récurrents à la justice et à la probité morale, des critiques implicites des autorités politiques, des prêches de pacification en période de crise, ou encore des invitations à la responsabilité citoyenne lors des élections. Ces glissements du religieux vers le politique ne relèvent pas d'une politisation opportuniste, mais plutôt d'un processus d'« interdiscursivité » au sens de Fairclough (1995, p. 42): le discours religieux intègre des éléments du langage civique et institutionnel pour répondre à la complexité du réel, sans rompre avec sa légitimité spirituelle.

Dans cette perspective, la *khoutba* apparaît comme un espace de médiation symbolique où se jouent les tensions entre foi et citoyenneté, entre transcendance et responsabilité sociale. Elle s'inscrit dans une tradition africaine du religieux comme instance morale et régulatrice, observée dans d'autres contextes musulmans d'Afrique de l'Ouest (Otayek & Soares, 2009, p. 128 ; Kane, 2003, p. 147). L'imam y assume le rôle de médiateur social, voire de « porte-parole moral » des communautés, surtout là où l'État peine à garantir la justice ou à incarner la probité publique (Villalón, 2011, p. 69 ; Diaw, 2020, p. 140).

Cependant, cette prise de parole religieuse dans l'espace public demeure ambivalente. D'un côté, elle participe à la construction d'une éthique civique islamique, en incitant à la paix, à la solidarité et à la responsabilité collective. De l'autre, elle nourrit des controverses, liées à la crainte d'une instrumentalisation partisane du religieux ou à la fragmentation de l'autorité spirituelle. Comme le souligne Loimeier (2012, p. 213), le religieux africain contemporain se trouve pris entre une quête d'autonomie morale et les tentatives de cooptation politique qui menacent son indépendance.

Le positionnement discursif des imams, oscillant entre neutralité doctrinale et engagement civique, illustre ainsi une tension structurelle au sein du champ religieux: celle qui oppose l'idéal d'un islam apolitique, tourné vers la pure guidance spirituelle, à la réalité d'un islam vivant dans la cité, impliqué dans les dé-

bats du monde. Dans le cadre théorique d'Habermas (1981, p. 287), la mosquée se présente comme un micro-espace public, où la parole religieuse devient instrument de délibération sociale et morale.

La réception différenciée de ces discours (entre admiration, prudence et suspicion) montre que la *khoutba* n'est pas un simple prolongement du culte: elle constitue un révélateur des rapports de pouvoir, des attentes de justice et des fractures sociales au sein de la société camerounaise (Yahya, 2013, p. 105). Par son autorité symbolique et sa portée collective, elle continue de jouer un rôle essentiel dans la fabrication du lien social et la régulation morale des communautés musulmanes.

Ces constats ouvrent des perspectives de recherche sur la reconfiguration des rapports entre sphères religieuse et politique dans les sociétés postcoloniales africaines. Ils invitent à une réflexion éthique sur la parole religieuse dans l'espace public, qui doit conjuguer liberté d'expression, responsabilité sociale et fidélité au message spirituel. À l'heure où la parole politique se délégitime et où les fractures sociales s'exacerbent, la *khoutba* demeure un laboratoire discursif privilégié pour comprendre les dynamiques contemporaines de la foi, du pouvoir et du vivre-ensemble au Cameroun (Diaw, 2020, p. 143 ; Brenner, 2021, p. 91).

Références bibliographiques

- Bouba, H. (2015). *L'autorité religieuse musulmane au Cameroun: enjeux, recompositions et perspectives*. Yaoundé: Presses Universitaires de Yaoundé.
- Bouba, H. (2015). *Islam, politique et société au Cameroun: Une approche socio-anthropologique*. Paris: L'Harmattan.
- Brenner, L. (2001). *Controlling Knowledge: Religion, Power and Schooling in a West African Muslim Society*. London: Hurst & Co.
- Brenner, L. (2001). "Muslims, the State and Politics in West Africa." *African Affairs*, 100(398), 307–325. <https://doi.org/10.1093/afraf/100.398.307>.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique: les masques du pouvoir*. Paris: Vuibert.
- Diaw, A. (2020). *Religion et sphère publique en Afrique subsaharienne: figures, enjeux et mutations*. Dakar: Codesria.
- Dhouib, S. (2008). *Langage et rituel dans la khoutba du vendredi: étude discursive et pragmatique*. Tunis: Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba.
- Echu, G. (2004). "The Language Question in Cameroon." *Linguistik Online*, 18(1).
- El Yacoubi, M. (2010). *Le discours religieux musulman: fondements, formes et enjeux*. Casablanca: Afrique Orient.
- Fairclough, N. (1995). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. London: Longman.
- Goffman, E. (1974). *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- Habermas, J. (1981). *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris: Fayard.
- Kane, O. (2003). *Muslim Modernity in Postcolonial Nigeria: A Study of the Society for the Removal of Innovation and Reinstatement of Tradition*. Leiden: Brill.
- Loimeier, R. (2012). *Muslim Societies in Africa: A Historical Anthropology*. Bloomington: Indiana University Press.
- Madore, D. (2019). *Islam et espace public en Afrique contemporaine*. Paris: Karthala.
- Michel, P. (2004). *Paroles de foi: formes et fonctions du discours religieux*. Paris: CNRS Éditions.
- Otayek, R., & Soares, B. F. (2009). *Islam et islamismes au sud du Sahara: Entre politique et religion*. Paris: Karthala.
- Otayek, R., & Soares, B. F. (2009). *Islam et sphère publique en Afrique*. Paris: Karthala.
- Sadek, M. (2009). « Le prêche du vendredi comme performance rituelle: entre tradition et adaptation. » *Archives de sciences sociales des religions*, 146(2), 25–42.
- Sadek, M. (2009). *La rhétorique religieuse en islam: Étude des prêches du vendredi (khoutbas)*. Paris: Maisonneuve & Larose.
- Samwini, N. (2006). *The Muslim Resurgence in Ghana since 1950 and Its Effects upon Muslims and Muslim-Christian Relations*. Berlin: LIT Verlag.
- Soares, B. F., & Otayek, R. (2007). *Islam and Muslim Politics in Africa*. New York: Palgrave Macmillan.
- Villalón, L. A. (2011). *Islamic Society and State Power in Senegal: Disciples and Citizens in Fatick*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Yahya, H. (2013). *Islam et société au Nord-Cameroun: entre foi, coutume et modernité*. Garoua: Éditions du Sahel.

